



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

RAA INDRE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°36-2018-069

PUBLIÉ LE 10 SEPTEMBRE 2018

# Sommaire

## **Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations**

36-2018-09-10-001 - Scan\_18091009500 (2 pages)

Page 3

36-2018-09-10-002 - Scan\_18091009510 (2 pages)

Page 6

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la  
Protection des Populations

36-2018-09-10-001

Scan\_18091009500

*décision portant subdélégation de signature en matière administrative aux agents de la direction  
départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations*



PREFET DE L'INDRE

**Direction départementale de la  
Cohésion sociale et de la  
Protection des populations de l'Indre**

**DÉCISION N°  
portant subdélégation de signature en matière administrative aux agents de la direction  
départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations**

Le directeur départemental de la Cohésion sociale et de la Protection des Populations de l'Indre,

Vu le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatif aux directions départementales interministérielles,

Vu le décret du 6 mai 2016 portant nomination de M. Seymour MORSY en qualité de Préfet de l'Indre,

Vu l'arrêté du Premier Ministre du 21 août 2018 portant nomination de M. Philippe FOURY en tant que directeur départemental de la protection de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Indre,

Vu l'arrêté du 4 septembre 2018 du Préfet de l'Indre portant délégation de signature à M. Philippe FOURY, Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Indre,

Sur proposition de la secrétaire générale de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Indre,

**DÉCIDE**

**Article 1 :**

En application des dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2018 susvisé, délégation est donnée aux agents en poste à la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Indre ou placés sous l'autorité fonctionnelle de son directeur pour signer, dans le cadre de leurs attributions, les actes mentionnés dans les différents paragraphes de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé :

Ensemble des domaines concernés  
- M. Didier AUBINEAU

Domaine de l'article 1<sup>er</sup>, chapitre I  
- Mme Geneviève FAYE

Domaines de l'article 1<sup>er</sup>, chapitre III, paragraphe 4 - droits des femmes et égalité entre les femmes et les hommes

- Mme Valérie DURAND

Domaines de l'article 1<sup>er</sup>, chapitre III, paragraphe 2 - Cohésion sociale à l'exception du contrôle de légalité sur les actes des établissements médico-sociaux autorisés par le représentant de l'État dans le département

- Mme Isabelle MOLLES

Domaines de l'article 1<sup>er</sup>, chapitre III, paragraphe 1. jeunesse, sport, vie associative et éducation populaire, politique de la ville à l'exception de la signature des conventions des projets éducatifs territoriaux (PEDT) :

- Mme Nelly DEFAYE

Domaines de l'article 1<sup>er</sup>, chapitre II, partie 1 :

- Mme Nathalie JACOB, Mme Caroline MALLET

- à l'exception des décisions administratives défavorables mentionnées à l'article L 233-1-I du code rural et de la pêche maritime, relatives à la fermeture de tout ou partie d'un établissement ou de l'arrêté immédiat d'une ou plusieurs de ses activités,
- à l'exception de paragraphes II 2 et II 3 de l'article L 233-1 du code rural et de la pêche maritime,
- à l'exception des décisions administratives défavorables mentionnées à l'article L 233-2 du Code rural et de la pêche maritime, relatives à la suspension ou au retrait de l'agrément des établissements,

- Mme Dominique AULAGNER

- à l'exception des décisions administratives défavorables mentionnées à l'article L.521-5 du code de la consommation relatives à la fermeture de tout ou partie d'un établissement ou de l'arrêté immédiat d'une ou plusieurs de ses activités
- à l'exception de la procédure d'injonction mentionnée à l'article L.521-10 du code de la consommation relative à la mise en conformité impossible d'un lot non conforme à la réglementation en vigueur : utilisation à d'autres fins, réexpédition vers le pays d'origine ou destruction des marchandises dans un délai fixé

Domaines de l'article 1<sup>er</sup>, chapitre II, partie 2 :

- Mme Dominique AULAGNER, Mme Nathalie JACOB

## Article 2 :

Les agents titulaires d'une délégation de signature sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera exécutoire à compter de sa publication sur le site internet des services de l'État dans l'Indre rubrique « Recueil des actes administratifs ».

Fait à Châteauroux, le 10 septembre 2018

  
Philippe FOURY

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la  
Protection des Populations

36-2018-09-10-002

Scan\_18091009510

*décision de subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et  
des dépenses de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des  
Populations de l'Indre*



*Liberté - Égalité - Fraternité*  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PRÉFET DE L'INDRE**

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA COHÉSION SOCIALE  
ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS DE L'INDRE**

## **DÉCISION N°**

**désignant de subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de l'Indre**

Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatif aux directions départementales interministérielles ;

Vu le décret du 6 mai 2016 portant nomination de M. Seymour MORSY en qualité de Préfet de l'Indre ;

Vu l'arrêté du Premier Ministre du 21 août 2018 portant nomination de M. Philippe FOURY en tant que directeur départemental de la protection de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Indre ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature à Monsieur Philippe FOURY, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Indre, du 4 septembre 2018, pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses du budget de l'Etat, en qualité de responsable d'unité opérationnelle (RUO) ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Indre,

## **DÉCIDE**

### **Article 1er :**

Par arrêté du 4 septembre 2018, le Préfet de l'Indre a donné délégation de signature au directeur de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Indre pour procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État imputées sur les titres III, V et VI des budgets opérationnels de programmes suivants :

- BOP 104 - Intégration et accès à la nationalité française
- BOP 124 - Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative
- BOP 134 - Développement des entreprises et de l'emploi
- BOP 135 – Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat
- BOP 147 – Politique de la ville
- BOP 157 - Handicap et dépendance
- BOP 177 - hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables
- BOP 183 - Protection maladie

- BOP 206 - Sécurité et Qualité Sanitaires de l'Alimentation
- BOP 303 - Immigration et asile
- BOP 304 – Inclusion sociale et protection des personnes
- BOP 333 - Moyens mutualisés des administrations déconcentrées

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral susvisé portant délégation à monsieur Philippe FOURY, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Indre, pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses du budget de l'État, les agents suivants sont désignés comme mandataires :

Pour tous les budgets opérationnels de programme :

- M. Didier AUBINEAU – directeur adjoint
- Mme Geneviève FAYE – secrétaire générale.

### **Article 2 :**

Dans le cadre de l'application CHORUS formulaire, sont considérés comme valideurs

Pour tous les BOP

- Mme Geneviève FAYE
- Mme Marie-Laure MERY
- Mme Christelle DURET

Pour le BOP 206

- Mme Stéphanie PAILLET

Dans le cadre de l'application CHORUS DT, sont considérés comme valideurs :

- Mme Geneviève FAYE
- Mme Marie-Laure MERY
- Mme Christelle DURET

-

### **Article 3 :**

Les agents titulaires d'une délégation de signature sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera exécutoire à compter de sa publication sur le site internet des services de l'État dans l'Indre rubrique « Recueil des actes administratifs ».

Fait à Châteauroux, le 10 septembre 2018

  
Philippe FOURY